

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHE N° 2026980SERV001

**Réalisation d'une enquête administrative et
accompagnement RH au sein d'une équipe de
l'Observatoire de Paris-PSL**

**Observatoire de Paris
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE
75014 PARIS**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|---|----------------------------------|---|
|  | Objet | Réalisation d'une enquête administrative et accompagnement RH au sein d'une équipe de l'Observatoire de Paris-PSL |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Nombre de lots | 0 |
|  | Tranches optionnelles | Sans |
|  | Clause sociale | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Reconduction | Sans |
|  | Prix | Prix global forfaitaire et prix unitaires |
|  | Variation des prix | Non |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Dispositions générales du marché | 4 |
| 1.1 - Objet du marché | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 4 |
| 1.3 - Réalisation de prestations similaires | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles | 4 |
| 3 - Intervenants | 4 |
| 4 - Confidentialité | 5 |
| 5 - Protection des données à caractère personnel | 5 |
| 6 - Durée et délais d'exécution | 5 |
| 6.1 - Durée/Délai prévisionnel d'exécution des prestations | 5 |
| 6.2 - Prolongation délai d'exécution | 5 |
| 7 - Prix | 6 |
| 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 6 |
| 7.2 - Modalités de variation des prix | 6 |
| 8 - Retenue de garantie | 6 |
| 9 - Avance | 6 |
| 9.1 - Conditions de versement et de remboursement | 6 |
| 9.2 - Garanties financières de l'avance | 7 |
| 10 - Modalités de règlement des comptes | 7 |
| 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels | 7 |
| 10.2 - Présentation des demandes de paiement | 7 |
| 10.3 - En cas de cotraitance | 8 |
| 10.4 - En cas de sous-traitance | 8 |
| 10.5 - Délai global de paiement | 9 |
| 10.6 - Modalités de paiement | 9 |
| 11 - Conditions d'exécution des prestations | 9 |
| 11.1 Accès au site et contacts | 9 |
| 11.2 Modalités pratiques | 9 |
| 11.3 Obligation de moyens et minimum de résultats | 9 |
| 12 - Clause environnementale | 10 |
| 13 - Réception des prestations | 10 |
| 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 10 |
| 14.1. Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards | 10 |
| 14.2. Régime des résultats | 10 |
| 15 - Pénalités | 10 |
| 15.1 - Pénalités de retard | 10 |
| 15.2 - Mauvaise qualité ou interruption ou exécution partielle des prestations | 11 |
| 15.3 - Personne chargée du marché non joignable en cas de besoin | 11 |
| 15.4 - Non remise des livrables prévus par le CCTP | 11 |
| 15.5 - Non-respect des règles relatives au travail dissimulé | 11 |
| 15.6 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité | 11 |
| 16 - Assurances | 11 |
| 17 - Résiliation du marché | 12 |
| 17.1 - Conditions de résiliation | 12 |
| 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 12 |
| 18 - Règlement des litiges et langues | 12 |
| 19 - Dérogations | 13 |

1 - Dispositions générales du marché

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La réalisation d'une enquête administrative et accompagnement RH au sein d'une équipe de l'Observatoire de Paris-PSL.

La description de la mission est détaillée dans le cahier des clauses techniques particulières.

Lieu(x) d'exécution :

Observatoire de Paris :

Site de Nançay (ORN)
Observatoire Radioastronomique de Nançay
Route de Souesmes, 18330 Nançay

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (la décomposition du prix global et forfaitaire - DPGF et le bordereau des prix unitaires - BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du candidat ;

Par ailleurs, le prestataire sera tenu d'avoir une parfaite connaissance des réglementations et devra intégrer à son étude les lois, décrets et règles administratives en vigueur pour la parfaite réalisation des prestations.

3 - Intervenants

Sans objet.

4 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à confidentialité, le marché peut être résilié pour faute, en application de l'article 39 du CCAG-PI.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée/Délai prévisionnel d'exécution des prestations

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification, sans que cette prise d'effet n'emporte, par elle-même, le début d'exécution des prestations.

Le début d'exécution est subordonné à l'émission préalable d'un ordre de service par l'Observatoire de Paris-PSL prescrivant expressément le démarrage de la mission.

Le marché prendra fin à la date de validation par l'Observatoire de Paris des différentes phases prévues au marché, telle que constatée par la validation du dernier livrable contractuel par l'Observatoire de Paris-PSL.

La durée totale du marché, toutes causes confondues, ne peut en aucun cas excéder douze (12) mois. Le marché est conclu pour une durée ferme et déterminée et ne comporte aucune reconduction, tacite ou expresse.

Les délais d'exécution des prestations sont mentionnés dans le CCTP.

6.2 - Prolongation délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG - PI.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires pour les phases 1 et 2 du marché. Le détail des prix figure dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) que le titulaire remettra à l'appui de son offre.

L'Observatoire de Paris pourra également commander des prestations supplémentaires non-prévues dans la DPGF, en cas de besoin, par l'émission d'un bon de commande, en appliquant les prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ou sur demande de devis. Le montant maximum pour cette partie du marché sera de 5000 € HT.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 dudit CCAG, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (ce mois est appelé mois ZERO (Mo)).

Les prix du marché sont réputés fermes et définitifs pour la durée totale du marché.

8 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne s'applique.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - PI

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf si le titulaire du marché y renonce en cochant la case dans l'acte d'engagement. L'absence de choix dans l'acte d'engagement vaut refus de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités

détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire original et porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du/ des fournisseur(s);
- La domiciliation des paiements telle quelle figure sur l'acte d'engagement;
- Les références du présent marché (numéro-objet);
- La référence du bon de commande;
- Le nom et l'adresse complète du service acheteur;
- La date de livraison ou date de réception du marché;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (H.T.) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes (H.T.) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le taux de TVA en vigueur à la date de l'exécution des prestations;
- Le montant total TTC.

Attention, la facture doit obligatoirement être éditée et déposée sur CHORUS PRO, (PLATEFORME DE DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES) par tous les fournisseurs.

Concernant le dépôt sur la plateforme Chorus Pro deux données seront indispensables, sous peine de voir la facture automatiquement rejetée sur la plateforme, par le service facturier:

- Le numéro du bon de commande de l'Observatoire à 10 chiffres commençant par 45000*****
- Le numéro de SIRET de l'Observatoire

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande et être adressée par mail ou mis à disposition en version électronique dans un espace sécurisé.

Toute facture reçue ne répondant pas à ces exigences vous sera automatiquement renvoyée, ce qui engendrera un retard de paiement.

Au dépôt de la facture, le code service: FACTURES_PUBLIQUES, n'est obligatoire que pour les structures publiques. Si structure privée, ce champ vide est à laisser vide.

Sur les devis devront figurer, le numéro du marché (2026XXXXXXXXXX), le nombre de documents, le prix unitaire, et le prix total.

Pour les relances fournisseurs, changement d'adresse, RIB ou toutes autres modifications, merci d'utiliser l'adresse mail générique du service facturier: gestion.sf@obsbm.fr

10.3 - En cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 10.7 et 12.5 du CCAG-PI.

10.4 - En cas de sous-traitance

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement; libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Il est précisé que seul le sous-traitant de 1er rang peut bénéficier du paiement direct. Les conditions de paiement direct du sous-traitant sont déterminées à l'article R.2191-6 du code de la commande publique. Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la facture, une attestation indiquant la somme à régler par l'OBSPM à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la facture, signé par celui des entrepreneurs

du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par l'OBSPM au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

10.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.6 - Modalités de paiement

Les modalités de paiement prévues au marché sont les suivantes :

| Missions | Modalité de Paiement |
|----------|---|
| Phase 1 | Paie ment au terme de la mission (après validation des livrables par l'Observatoire de Paris) |
| Phase 2 | Paie ment au terme de la mission (après validation des livrables par l'Observatoire de Paris) |

11 - Conditions d'exécution des prestations

11.1 Accès au site et contacts

Le personnel du prestataire devra se conformer strictement aux consignes de sécurité définies ultérieurement par l'Observatoire de Paris, le titulaire devra fournir le nom, prénom et numéro d'immatriculation (si besoin) au moins 72h avant l'arrivée sur le site. Les personnels du titulaire devront se présenter au poste de garde à leurs arrivées sur site.

11.2 Modalités pratiques

Cf article 3.2 du CCTP

11.3 Obligation de moyens et minimum de résultats

Pour effectuer sa mission, le titulaire prend à sa charge tous les frais logistiques nécessaires à l'accomplissement de sa prestation.

Il met en œuvre les moyens matériels et humains nécessaires à la parfaite exécution des prestations décrites dans les articles précédents.

Le prestataire s'engage à garantir :

- La réalisation de la totalité des actions listées dans le présent CCAP et dans le CCTP
- Le respect des normes et réglementations en vigueur, dans le cadre de ses études
- La remise des livrables dans les délais impartis

En cas de non validation d'une partie de la prestation par la Direction des ressources humaines de l'Observatoire de Paris, le prestataire devra effectuer à sa charge, toutes les modifications nécessaires

pour obtenir un avis favorable définitif. Dans le cas contraire, les dispositions du CCAG relatives à la vérification et validation des prestations s'appliqueront

12 - Clause environnementale

Cette consultation comporte des conditions d'exécution et des critères d'attribution à caractère environnemental.

13 - Réception des prestations

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'admission des prestations réalisées produites par le titulaire conformément aux stipulations de l'article 29 du CCAG-PI.

L'achèvement de chaque phase fait l'objet d'une décision de l'acheteur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations.

Les critères retenus pour l'acceptation lors de la réception des éléments de la phase se porteront principalement:

- Sur la validation de la Direction des ressources humaines de l'Observatoire de Paris
- Sur le respect des prescriptions du présent CCTP

Si des réserves sont émises par la Direction des ressources humaines de l'Observatoire de Paris, au cours de la réception, le titulaire dispose d'une semaine pour lever l'ensemble de ces réserves.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

14.1. Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les stipulations des articles 33 et 34 du CCAG PI s'appliquent.

14.2. Régime des résultats

Les stipulations de l'article 35 du CCAG-PI s'appliquent.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque les délais contractuels d'exécution et/ou d'intervention prévus au rétro-planning sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 200 euros.

15.2 - Mauvaise qualité ou interruption ou exécution partielle des prestations

La mauvaise qualité d'exécution, l'interruption ou l'exécution partielle des prestations, fait encourir une pénalité de 200 euros par jour et par manquement constaté.

15.3 - Personne chargée du marché non joignable en cas de besoin

En cas de difficultés (absence de réponse au téléphone ou mail dans la journée en cas d'urgence ou dans les 48h) à joindre la personne en charge du marché, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 30 euros par fait constaté.

15.4 - Non remise des livrables prévus par le CCTP

En cas de non remise des livrables figurants dans le CCTP et dans les délais prévus, le titulaire sera soumis à la pénalité de retard de 100 euros par jour de retard.

15.5 - Non-respect des règles relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités s'élève à 10 % du montant du marché public dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Ces pénalités pourront s'appliquer au titulaire dans les conditions prévues à l'article L. 8222-6 du code du travail.

15.6 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 15.1:

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant HT exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant HT exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Toutes les pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération. Les pénalités, après notification au titulaire, s'imputent d'office sur les sommes qui lui sont dues par réfaction sur les factures, sans que le cumul des pénalités puisse excéder 50% du montant forfaitaire du marché

16 - Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation au même article sus-cité, le candidat pressenti doit justifier, avant notification du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Résiliation du marché

17.1 - Conditions de résiliation

Les stipulations du chapitre 7 du CCAG-PI s'appliquent.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

Conformément à l'article 43.1 du CCAG PI, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Le règlement des différends entre les parties s'effectuera dans les conditions du chapitre 9 du CCAG PI. A défaut de résolution amiable du différend, les parties pourront saisir le Tribunal administratif de Paris.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-PI
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-PI